

**DECISION N° 040/17/ARMP/CRD DU 22 FEVRIER 2017  
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION  
LITIGES SUR LA SAISINE DU CONSEIL SENEGALAIS DES CHARGEURS (COSEC)  
CONCERNANT LA POSSIBILITE D'OBTENIR UNE AUTORISATION DEFINITIVE POUR  
L'HEBERGEMENT D'UNE APPLICATION WEB AVEC LA SOCIETE ETUDE GAMMA  
ET UN MODULE POUR LE SUIVI DES CARGAISONS AVEC LA SOCIETE TRACK  
TRACE.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION  
LITIGES,**

VU la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006, notamment en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;

VU le décret n° 2013-1385 du 31 octobre 2013 portant nomination des membres du Conseil de Régulation ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics ;

VU la décision n° 005/ARMP/CRMP du 20 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n° 14-13 du 03 novembre 2013 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends ;

VU la demande du COSEC du 26 janvier 2017 ;

Monsieur Ousseynou CISSE, entendu en son rapport ;

En présence de Monsieur Mademba GUEYE, Président ; Messieurs Samba DIOP, Boubacar MAR et Cheikhou Issa SYLLA, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur Général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assistée par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision :



Par correspondance du 26 janvier 2017, le Conseil sénégalais des Chargeurs (COSEC) a saisi le Comité de Règlement des Différends (CRD) afin d'obtenir la possibilité de maintenir, de manière définitive, les sociétés ETUDE GAMMA et TRACK TRACE avec qui, il a conclu des marchés par entente directe, respectivement pour l'hébergement d'une application web et pour l'abonnement à un module permettant de suivre les cargaisons de l'embarquement au débarquement.

## **LES FAITS**

Le COSEC a développé, dans un environnement webdev dont la licence d'exportation est délivrée par la société PC SOFT, une application web qui doit fonctionner sans interruption et être accessible aux chargeurs à partir de n'importe quel point du globe. Pour des raisons de sécurité, le COSEC avait organisé une consultation restreinte auprès des sociétés certifiées SOFT PC, capables d'héberger l'application.

La procédure avait abouti au choix de la société ETUDE GAMMA. Avant l'expiration du contrat initial, le COSEC qui voulait maintenir la société susnommée, avait soumis une demande à la DCMP le 25 octobre 2013, pour obtenir l'autorisation de conclure par entente directe avec elle le marché relatif à l'hébergement de l'application web et, en même temps, signer un autre marché par entente directe avec la société TRACK TRACE pour l'abonnement au module de suivi des cargaisons de l'embarquement au débarquement.

Suite à l'avis négatif de la DCMP, le COSEC avait saisi le CRD, qui, par décision n°327/13/ARMP/CRD du 16 mars 2013, avait autorisé la conclusion d'un marché par entente directe avec la société ETUDE GAMMA pour un montant annuel de deux millions (2.000.000) de FCFA TTC pour l'hébergement de l'application et un contrat d'abonnement avec la société TRACK TRACE pour 200.000 requêtes/mois pour un coût annuel de 1.399.500 FCFA TTC.

Au terme de la durée des contrats, le COSEC est retourné solliciter du CRD, le renouvellement des marchés par entente directe pour pouvoir bénéficier des prestations avec les mêmes sociétés. Après l'accord du CRD matérialisé par la décision n°313/14/ARMP/CRD du 12 novembre 2014, une nouvelle demande a été introduite un an plus tard, pour obtenir l'autorisation définitive de contracter avec ETUDE GAMMA et TRACK TRACE pour l'hébergement de l'application web et le tracking des cargaisons.

Cependant, en lieu et place d'une autorisation définitive, le CRD a autorisé, par décision n°077/16/ARMP/CRD du 16 mars 2016, le renouvellement du contrat pour une durée d'un an renouvelable une fois.

Par lettre en date du 26 janvier 2017, le COSEC saisit l'ARMP pour obtenir l'autorisation définitive de contracter avec les sociétés précitées pour l'hébergement de l'application Web et le tracking des cargaisons.

## **LES MOYENS A L'APPUI DE LA DEMANDE**

Selon le COSEC, des contraintes techniques énumérées dans la lettre n°00091/COSEC du 10 mars 2016, font qu'il n'est pas possible, techniquement, d'opérer tous les ans un changement d'hébergeur pour une application web en production.



Pour renforcer son argumentaire, le COSEC indique, dans une note adressée au CRD, que la procédure de changement d'hébergeur implique :

- la sélection d'un hébergeur agréé PC SOFT ;
- la configuration et la sécurisation du nouveau serveur ;
- l'achat de nom de domaine et de licence SSL ;
- l'arrêt du service ;
- le transfert des données (application, base de données et pièces jointes) vers le nouveau serveur ;
- la mise en service.

Dans le même ordre d'idées, le COSEC expose les risques suivants que le changement annuel d'hébergeur pourrait entraîner :

- le temps de propagation d'un nouveau nom de domaine implique un arrêt de service de 72h ;
- le site [www.besc-senegal.net](http://www.besc-senegal.net) adresse connue des clients pour se connecter à l'application serait suspendu pour 2 mois avant libération ;
- le rapatriement par ftp de 500G d'un serveur à un autre qui inclut la perte de données et le problème de sécurisation des données ;
- la configuration et sécurisation du nouveau serveur : 3 mois en phase de développement avec ETUDE GAMMA ;
- l'arrêt de production qui aura comme conséquences, la perte de recettes, le retrait du caractère obligatoire du BSC dans ORBUS ;

Compte tenu des risques ci-dessus rappelés, le COSEC sollicite une autorisation définitive afin d'assurer la continuité du service et d'éviter le changement d'hébergeur du site web.

### **L'OBJET DE LA DEMANDE**

Il résulte de la saisine et des faits qui la sous-tendent que le COSEC sollicite l'autorisation définitive de renouveler les marchés, par entente directe, conclus d'une part, avec la société ETUDE GAMMA pour l'hébergement de l'application web et, d'autre part, avec Track trace pour le tracking des cargaisons.

### **EXAMEN DE LA DEMANDE**

Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article 76 du Code des Marchés publics, un marché par entente directe est une procédure dérogatoire qui ne peut être passée que dans les conditions ci-dessous énumérées :

- situation d'exclusivité ;
- marché complémentaire ;
- urgence impérieuse ;
- marchés classés « secret » et marchés passés dans le cadre de mesure de mobilisation générale ;



Considérant qu'il ressort de l'examen du dossier que la dérogation sollicitée par le COSEC ne rentre pas dans l'un des cas ci-dessus décrits, prévus par la réglementation ;

Considérant, toutefois, que le changement annuel d'hébergeur induit des risques tels que la perte des données et le risque de ne pas garantir leur sécurisation lors d'un transfert entre le serveur et celui d'un nouveau prestataire ;

Que dès lors, même s'il est vrai que le principe de la remise en concurrence périodique doit rester de mise pour garantir le libre accès à la commande publique, il n'en demeure pas moins vrai que dans le cas d'espèce, le changement d'hébergeur, qui découlerait d'une mise concurrence, risquerait de perturber le système informatique mis en place et d'occasionner des préjudices importants à l'économie nationale ;

Qu'en effet, au regard de la nécessité d'assurer le fonctionnement continu du domaine utilisé par les concessionnaires agréés en douane pour accéder à l'application, le maintien des prestataires actuels procure plus de sécurité et de fiabilité ;

Considérant, par ailleurs, que le lancement d'une procédure de consultation requiert que l'Administration fasse, elle-même, l'expression de ses besoins et fixe des critères auxquels les entreprises doivent adapter leurs offres ;

Considérant qu'à l'opposé, les prestations envisagées font appel à un type de contrat qui contient des clauses qui renvoient à celles d'un contrat d'adhésion sur lesquelles l'autorité contractante n'a pas de pouvoirs de modification ;

Qu'en considération de ce qui précède, il y a lieu d'autoriser, à titre exceptionnel, le COSEC à renouveler chaque année les marchés, par entente directe, conclus avec les sociétés ETUDE GAMME et TRACK TRACE sur une durée pouvant aller jusqu'à trois ans ;

#### **PAR CES MOTIFS :**

- 1) Constate que le COSEC a bénéficié à trois reprises, d'une autorisation pour conclure, par entente directe, le renouvellement des marchés relatifs à l'hébergement de l'application web avec la société ETUDE GAMMA et au module de suivi des cargaisons avec la société Track Trace ;
- 2) Constate que le défaut de renouvellement du contrat ou le changement de prestataires pourrait engendrer des conséquences néfastes pour la sécurité des opérations du COSEC ;
- 3) Dit que le caractère stratégique du secteur et l'impératif de sécurisation des données justifient la nécessité de renouveler les contrats, par entente directe, avec les mêmes prestataires ;

- 4) Autorise le COSEC à renouveler les marchés, par entente directe, avec la société ETUDE GAMMA pour l'hébergement de l'application web et la société Track Trace pour le module de suivi des cargaisons sur une durée pouvant aller jusqu'à trois (03) ans, à partir de la date de notification de la présente décision ;
- 5) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) est chargé de notifier au Conseil sénégalais des Chargeurs (COSEC) ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

  
Samba DIOP

Les membres du CRD

  
Boubacar MAR

  
Cheikhou Issa SYLLA

  
Saër NIANG

Le Directeur Général  
Rapporteur

  
Le Président  
Président  
Mademba GUEYE

  
Le Directeur  
Général